

Ludivine CLOUZOT

Maître de conférences en droit public

Université de Montpellier

ludivine.clouzot@umontpellier.fr

CURRICULUM VITAE

I. CURSUS UNIVERSITAIRE

1) DIPLOMES ET TITRES

2000-2001	Baccalauréat général , série Sciences économiques et sociales	Mention <i>Bien</i>
2001-2002	1^{ère} année de D.E.U.G. Droit , Université Montpellier I	Mention <i>Bien</i>
2002-2003	2^{ème} année de D.E.U.G. Droit , Université Montpellier I	Mention <i>Bien</i>
2003-2004	Licence en Droit , Université Montpellier I	Mention <i>Assez Bien</i>
2004-2005	Maîtrise en Droit public , Université Montpellier I	Mention <i>Bien</i>
2005-2006	Master II Recherche Droit administratif et Science administrative , Université Montpellier I	Mention <i>Bien</i>
10 décembre 2010	<p style="text-align: center;">Doctorat de Droit public</p> <p><u>Titre</u> : <i>Recherche sur la substitution en droit administratif français.</i> <u>Directeur de thèse</u> : Mme le Professeur Emmanuelle MARC</p> <p><u>Jury</u> : - M. le Professeur Benoît PLESSIX (Rapporteur), - Mme le Professeur Aude ROUYERE (Rapporteur), - M. le Professeur Jean-Louis AUTIN, - Mme le Professeur Hafida BELRHALI-BERNARD, - Mme le Conseiller d'Etat Isabelle DE SILVA, - Mme le Professeur Emmanuelle MARC.</p> <p><u>Mention</u> : « Très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité »</p> <p>Proposition de subvention en vue de la publication</p>	

2) PRIX :

- Prix de Major de promotion en 1^{ère} année de DEUG de droit (2001-2002)
- Prix de Major de promotion en 2^e année de DEUG de droit (2002-2003)
- Prix du Tribunal administratif en Master II (2005-2006)
- Prix de thèse de l'Académie Française, Fondation Viard.

II. FONCTIONS UNIVERSITAIRES SUCCESSIVES

- **Depuis le 1^{er} septembre 2011** : Maître de conférences en droit public, Université de Montpellier
- **2010-2011** : Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche, Université Montpellier I
- **2009-2010** : Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche, Université Montpellier I
- **De septembre 2006 à août 2009** : Allocataire de Recherche – Moniteur, Université Montpellier I.

III. RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

- **Responsable pédagogique de la Licence 3 AES, Parcours Administration et gestion publiques**, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre 2011).
- **Directrice des études du Magistère Droit public appliqué**, dirigé par Monsieur le Professeur Julien BONNET et Monsieur Nicolas MARTY, UFR Droit et Science politique, Université de Montpellier (depuis septembre 2011).
- **Membre élue du Conseil de la Section de droit public de l'UFR Droit et Science politique**, Université de Montpellier (depuis 2013).
- **Membre élue du Conseil d'administration de l'IPAG**, Université de Montpellier (depuis 2015).
- **Responsable du Pôle Management public de l'Institut Montpellier Management**, Université de Montpellier (depuis mai 2017).
- **Directrice adjointe du Centre de Recherches et d'Etudes administratives de Montpellier (CREAM)** (depuis septembre 2018).

IV. ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

1) COURS MAGISTRAUX

Droit public économique (30h), Licence 3 Parcours Administration Générale et Territoriale, UFR AES, Université Montpellier I (septembre 2011-septembre 2014).

Droit de l'intervention publique (24h), Licence 3 AES, Parcours Administration et gestion publiques, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre 2015).

Droit institutionnel de l'Union européenne (24h), Licence 3 AES, Parcours Administration et gestion publiques, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre

2011) et Maîtrise d'Administration Publique, IPAG, Université Montpellier I (année universitaire 2011-2012).

Politiques régionales de l'Union européenne (12h), en binôme avec Stéphane Nguyen, Licence 3 AES, Parcours Administration et gestion publiques, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis janvier 2017).

Droit de la fonction Publique (30h), Licence 3 AES, Parcours Administration Générale et Territoriale, UFR AES, Université Montpellier I et Licence d'Administration Publique, IPAG, Université de Montpellier (depuis septembre 2011).

Droit de la fonction publique (21h), Maîtrise d'administration publique (21h), IPAG, Université de Montpellier (depuis septembre 2016).

Droit de la fonction publique hospitalière (21h), Master II Administration et établissements publics de santé, IPAG, Université de Montpellier (depuis mars 2016).

Droit public du travail (24h), Licence 3 AES, Parcours Administration et gestion publiques, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre 2015).

Droit de la décision publique (12h), Master I Management public, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre 2016)

Gestion des ressources humaines (12h), en binôme avec Isabelle Bories-Azeau, Maître de conférences à l'Université de Montpellier, Master I Management Public, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre 2012).

Gestion de l'achat public (15h), en binôme avec Magali Blanc, Responsable de la Direction des marchés publics, des affaires juridiques et de l'urbanisme de la commune de Grabels (34), Master I Management Public, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis décembre 2015)

Ingénierie juridique des services publics locaux (12h), Master II Management Public Territorial, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis 2012).

Relations contractuelles (Droit des Marchés Publics) (6h), Licence Professionnelle Management et gestion des organisations, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis 2014)

Droit des marchés publics (12h), Master II Management de projets pour les PME/PMI, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis 2018).

Droit public du travail (15h), séminaire de recherche dispensé avec Monsieur François-Xavier FORT, Maître de conférences en droit public à l'Université Montpellier I, Master II Recherche Droit Public Général, UFR Droit et Science Politique, Université de Montpellier (depuis septembre 2013).

Responsabilité des collectivités territoriales (20h), Séminaire Master II Droit Public spécialité Droit et Management des Collectivités Territoriales, UFR Droit, Université de Nîmes (année universitaire 2013-2014).

Responsabilité des acteurs territoriaux (12h), Master II Management Public Territorial, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre 2015).

Responsabilité des élus locaux (6h), Master II Droit des collectivités territoriales, UFR Droit et Science politique, Université de Montpellier (depuis janvier 2016).

2) TRAVAUX DIRIGES

Droit public économique (15h), Licence 3 Parcours Administration Générale et Territoriale, UFR AES, Université Montpellier I (depuis 2011).

Droit de la fonction publique (15h), Licence 3 Parcours Administration Générale et Territoriale, UFR AES et Licence 3 Droit Public, UFR Droit et Science Politique, Université Montpellier I (2011-2014).

Droit de l'intervention publique (12h), Licence 3, Parcours Administration et gestion publiques, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre 2015).

Droit public du travail (12h), Licence 3 Parcours Administration et gestion publiques, Institut Montpellier Management, Université de Montpellier (depuis septembre 2015).

V. ACTIVITES DE RECHERCHE ET PUBLICATIONS

1) OUVRAGES

- *Recherche sur la substitution en droit administratif français*, Paris, Dalloz, Coll. Nouvelle Bibliothèque de thèses, Vol. 113, 2012.

2) ARTICLES

- « La théorie de l'imprévision en droit des contrats administratifs : une improbable désuétude », *RFDA*, 2010, pp. 937-948.
- « Les paradoxes de l'indépendance : l'exemple de la HALDE », in *Indépendances, Etudes offertes au Professeur Jean-Louis Autin*, Presses de la Faculté de droit et science politique de Montpellier, Coll. Mélanges, 2012, p. 311.
- « Indisponibilité des compétences et substitution d'action », in *L'indisponibilité des compétences*, Recherche collective du CREAM, Presses de la Faculté de droit et science politique de l'Université de Montpellier, Editions du CREAM, 2013, p. 119.
- « L'abandon de poste en droit de la fonction publique », *RFDA*, 2014, p. 123.
- « Création de la commission des conditions de travail commune aux personnels de direction de la fonction publique hospitalière », *Revue Droit et Santé*, 2016, n°71, p. 408.
- Loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, *Revue Droit et Santé*, 2016, n°72, p. 567.
- « Les praticiens hospitaliers dans la loi relative à la modernisation de notre système de santé : une réforme en demi-teinte », *Revue Droit et Santé, Numéro Hors série*, 2016, p. 123.
- « La loi « Déontologie » : quelles ambitions pour une fonction publique en quête d'identité ? », *DA*, octobre 2016, n°10, étude n°13, p. 10.
- « Les discriminations dans l'accès à la fonction publique : état des lieux et perspectives », *Revue Droit et Santé*, 2016, n°74, p. 913.
- « La neutralisation de l'illégalité par les juges administratif et de l'Union : techniques communes et évolutions concordantes », avec C. MAUBERNARD, Maître de conférences en droit public à l'Université de Montpellier, in B. BERTRAND et L. COUTRON (dir.), *L'ambivalence de la bonne administration de la justice*, actes du colloque organisé les 22 et 23 octobre 2015 à l'Université de Montpellier, Presses de la Faculté de droit et Science politique de l'Université de Montpellier, Editions du CREAM, 2017, p. 267.
- « Les pouvoirs d'instruction de la Commission de déontologie de la fonction publique : instrument de consolidation d'une légitimité institutionnelle », in *L'instruction*, Recherche

collective du CREAM, Presses de la Faculté de droit et science politique de l'Université de Montpellier, Editions du CREAM, 2017, p.47.

- « Le renforcement des conditions d'exercice de l'activité libérale des praticiens hospitaliers », *Revue Droit et Santé*, 2017, n°78, p. 543.
- « Le Gouvernement diffuse sa pédagogie de la laïcité : à propos de la circulaire du 15 mars 2017 relative au respect du principe de laïcité dans la fonction publique », *Revue Droit et Santé*, 2017, n° 78, p. 535.
- « L'évaluation des instances médicales de la fonction publique : l'urgence d'une réforme », *Revue Droit et Santé*, 2017, n°79, p. 695.
- « Déontologie et prévention des conflits d'intérêts dans la fonction publique : un chantier inachevé », *Revue Droit et Santé*, 2018, n°83, p. 428.
- « Revalorisation des carrières des corps de direction de la fonction publique hospitalière : une occasion manquée ? », *Revue Droit et Santé*, 2018, n°84, p. 593.
- « La réforme du temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique », *Revue Droit et Santé*, 2018, n°85, p. 803.

3) COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES :

- « La neutralisation de l'illégalité par les juges administratif et de l'Union : techniques communes et évolutions concordantes », in B. BERTRAND et L. COUTRON (dir.), *L'ambivalence de la bonne administration de la justice*, actes du colloque organisé les 22 et 23 octobre 2015 à l'Université de Montpellier.
- « L'optimisation de l'achat public », Table ronde animée dans le cadre du colloque *Osons l'innovation face à la rareté de l'argent public*, organisé par l'IPAG de Montpellier le 16 septembre 2016.

4) AUTRES ACTIVITES

- Membre du Centre de Recherches et d'Etudes Administratives de Montpellier (CREAM)
- Membre de l'Association Française pour la Recherche en Droit Administratif (AFDA)
- Membre des équipes participant aux leçons de 24 h (Droit administratif) du Premier concours National d'Agrégation en Droit Public (2008) pour :
 - *Monsieur le professeur Pierre-Yves GAHDOUN,*
 - *Monsieur le professeur Laurent COUTRON*
- Membre des équipes participant aux leçons de 24 h (Droit administratif) du Premier Concours National d'Agrégation en Droit Public (2010) pour :
 - *Monsieur le professeur Romain TINIERE*
 - *Madame le professeur Laure MILANO*
 - *Monsieur le professeur Julien BONNET*

- Membre des Comités de Sélection pour le recrutement de Maîtres de Conférences en Droit Public :

- Centre Universitaire Jean-François Champollion (2 postes en droit public, mai 2013)
- Université de la Réunion (2 postes en droit public, septembre 2013)
- Université Toulouse I – Capitole (2 postes en droit public, mai 2014)
- Université de Nîmes (1 poste en droit public, mai 2015)
- Université de Nîmes (1 poste en science politique, mai 2016)
- Université Toulouse I - Capitole (2 postes en droit public, mai 2018)
- Université Paul Valéry – Montpellier III (1 poste en droit public, mai 2018)